

Covid-19

Ayons une attitude responsable
Restons chez nous et appliquons les consignes
données par le gouvernement. *La rédaction*

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MARDI 07 AVRIL 2020

580

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Centre et Nord du Mali

60 morts hier



Coronavirus : Le Fonds du désespoir



Crise scolaire : L'Imam Mahmoud Dicko prêt à accompagner les syndicats de l'éducation

FOFY® INDUSTRIES

L'équipementier de votre maison

CUIVES

MALISAD10



Santé • Sécurité • Economie

Une	Centre et Nord du Mali : 60 morts hier	P.4
Brèves	<p>Insécurité au Mali : Le député de Nioro et sa délégation échappent à un assassinat P.12</p> <p>Enlèvement de l'honorable Soumaïla Cissé : «Les démarches sont en cours pour obtenir rapidement la libération du président Soumaïla Cissé », dixit Me Demba Traoré P.12</p> <p>Fermeture de la frontière Mauritanienne : Nara suffoque P.13</p> <p>Mali : Le PM échange avec le patron de la MINUSMA sur la situation sécuritaire dans les régions du centre P.13</p> <p>Cercle de Nara : Les FAMA neutralisent des terroristes et récupèrent deux véhicules P.13</p> <p>Orpailage traditionnel : Une suspension, des remous P.14</p> <p>Coronavirus et l'eau potable au Mali : Laver les mains ne serait-il pas un luxe pour le Malien ? P.14</p>	
Actualité	<p>COVID-19 : « Environ 80 % des personnes guérissent sans avoir besoin de traitement particulier » P.16</p> <p>Pénurie D'eau à Fombabougou : Le cri de cœur de la population P.17</p> <p>Gestion de la crise scolaire : L'Imam Mahmoud Dicko prêt à accompagner les syndicats de l'éducation P.18</p> <p>70 000 enseignants confinés dans la précarité par le gouvernement : Le terrorisme d'Etat est-il en marche au Mali ? P.19</p> <p>Arrestation de Mahamadou Camara : Fossé entre l'exécutif et le Parquet P.20</p>	
Politique	<p>Coronavirus : Le Fonds du désespoir P.21</p> <p>Législatives 2020 : Indiscutablement, avec seulement 35,73% de votants P.23</p> <p>Echanges entre Macron et les dirigeants africains sur la lutte contre le COVID-19 : IBK appelle à une solidarité entre pays africains pour vaincre la pandémie P.24</p> <p>Moussa Mara sur le coronavirus au Mali : Un confinement intégral est impossible P.25</p>	
Culture & société	<p>Lutte contre le Covid-19 : Les conducteurs de transport en commun à bout de souffle P.27</p> <p>Entrepreneuriat au Mali : Le Domingo de la musique malienne lance «NAFEN» P.28</p>	
International	<p>Covid-19 : L'état d'urgence prorogé de trente jours au Sénégal (officiel) P.29</p> <p>Côte d'Ivoire : Démantèlement violent d'un centre de lutte contre le coronavirus P.29</p>	
Sport	<p>1 milliard de dollars : Cristiano Ronaldo est le premier joueur dans l'histoire du football à franchir ce cap extraordinaire P.30</p>	

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**
Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com / malikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Karamoko B. Keïta, Demba SIDIBE (Stagiaire), Moctar Sow, Diala Teny Konaté, Ibrahim Sanogo
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : AZIA Bénédicte

P.12



P.19



P.24





Centre et Nord du Mali : 60 morts hier

A chacun ses préoccupations et son agenda. Les maliens, principalement ceux du centre et du nord du pays cherchent à échapper à un destin funèbre et à la mort, perpétrée, selon les termes employés par le Président de la République lui-même par ceux qui n'ont comme seul objectif que de tuer c'est-à-dire les terroristes ou djihadistes (peu importe le terme employé : il s'agit des mêmes au Mali). L'armée malienne, dans des conditions extrêmement difficiles et précaires du point de vue équipement et moral fait de son mieux pour les protéger. Ceux qui vivent ou plutôt vivent

à Bamako font toutes sortes d'acrobaties pour échapper au coronavirus et à ses effets. Les autorités, elles, s'occupent des élections et continuent à s'adonner à leurs activités favorites : s'enrichir à tout prix, sur tout et pour tout.

Ainsi va le Mali de IBK

C'est dans ce contexte que les Forces de Défense et de Sécurité ont été récemment distrait de leurs traditionnelles missions pour être commis à la sécurisation des élections que rien n'imposait aujourd'hui. Les populations,

elles aussi ne pouvaient s'empêcher quelques désaccords sur la « vie démocratique » du Mali. Election ou pas, la violence persiste sans doute au Mali depuis de nombreuses années. Mais on ne peut, pour autant, occulter la « distraction » que constituent ces élections pour les forces. Ainsi donc ces dernières 24 heures ont vu, selon les chiffres officiels, 25 soldats tomber à Bamba dans le cercle de Bourem, région de Gao. C'est une ancienne auberge, devenu un « camp militaire » sans le respect des normes minimales pour un tel usage qui a été attaqué à l'arme lourde très tôt hier matin par une colonne de terroristes à motos ou à bord de véhicules. Les soldats se sont vaillamment battus avant de voir tomber 25 des leurs, armes en main. Ils s'y ajoutent 6 blessés et du matériel détruit ou emporté.

Cette énième attaque pose à nouveau la problématique des sites de cantonnement de nos militaires en opération. Il faut certes parer au



pus urgent et s'adapter au terrain « qui commande ». Mais il faut aussi, ce faisant sécuriser à minima les sites d'implantation. Mais comment y arriver si les fonds y dédiés prennent d'autres destinations, celles des escarcelles privées.

La nouvelle de l'attaque avait fait le tour des réseaux sociaux et de certaines radios internationales quant aux environs de 13 heures, la Direction des Relations Publiques des Armées (DIRPA) en a donné confirmation par deux tweets « **FAMa_DIRPA Les FAMa ont fait**

l'objet d'une attaque terroriste le lundi 06 avril 2020. C'était aux environs de 05 heures 15. La ville de Bamba est située dans le cercle de Bourem dans la région de Gao.

FAMa_DIRPA Le bilan humain et matériel vous seront communiqués dans les heures à venir. Pour l'instant, des renforts y ont été dépêchés. Le poste est tenu par les FAMa ». Effectivement, après recoupements, le maintien des positions FAMa peut être confirmé.

Quelques heures avant, le Gouvernement avait diffusé un communiqué faisant état d'attaques dirigées contre des communautés des cercles de Bandiagara et Bankass avec de nouveaux villages martyrs et 15 et 25 morts de part et d'autre des belligérants. **Lire encadré.**

Et certaines bonnes âmes prétendent avoir organisé des élections ou pouvoir en organiser dans quelques jours. Ceux qui tiennent ces propos avec des « chiffres » à l'appui doivent juste avoir un peu plus de respect pour les Maliens. Et éviter de les prendre pour ce qu'ils ne sont pas.

En dernière minute, on nous signale l'attaque à Ménaka, d'un véhicule de la Garde nationale par des individus armés non encore identifiés. Le bilan serait d'un mort et de deux blessés côté FAMa.

■ **Moctar SOW**



Ministère de la Communication

République du Mali
Un Peuple - Un But - Une Foi**COMMUNIQUE DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DU MALI****SUITE AUX ATTAQUES MEURTRIÈRES RÉPÉTÉES DANS
LES CERCLES DE BANDIAGARA ET BANKASS**

Le Gouvernement de la République du Mali note avec la plus grande préoccupation, la multiplication depuis le début du mois de mars 2020, des attaques dirigées contre les communautés des cercles de Bandiagara et de Bankass, en particulier celles des villages situés dans les communes de Baye et Ouenkoro. Les hameaux de Léri, Téri et Tolé ainsi que les villages de Ouro-Saye, Gouari, Kourou-Kanda et Mandé-Kanda rallongent désormais la liste de nos cités martyres. Les deux dernières ont enregistré des pics de violences avec respectivement quinze (15) et vingt-deux (22) morts.

Le Gouvernement condamne avec énergie, ces violences inhumaines et répétées ciblant de façon indiscriminée, les Forces Armées et de Sécurité, les populations civiles, le bétail, les greniers, les véhicules de transport et les habitations. Des faits graves et imprescriptibles qui ont causé d'énormes pertes en vies humaines et des déplacements massifs de populations.

Dans ces circonstances douloureuses, le Gouvernement s'incline pieusement devant la mémoire des personnes décédées, civiles et militaires, présente ses condoléances aux familles endeuillées et souhaite prompt rétablissement aux blessés.

Le Gouvernement réaffirme avec force et détermination que les auteurs de ces crimes seront traqués et traduits devant la justice quel que soit le temps et quels que soient les moyens que cela nécessitera. Des enquêtes seront diligentées, les faits seront documentés et enregistrés et le moment venu, les auteurs répondront de leurs actes.

Cité Administrative - Bâtiment No 9 - 3ème Étage | Tel: 20 01 90 11 | Bamako, Mali

Ministère de la Communication



République du Mali
Un Peuple - Un But - Une Foi

SUITE

Deux détachements militaires ont été déployés dans la zone pour ramener le calme et renforcer la protection des populations et des biens. Parallèlement, des dispositions sont en train d'être prises pour apporter aide et assistance aux populations affectées.

Bamako, le 05 avril 2020

Le Gouvernement,
Le Ministre de la Communication,
Chargé des Relations avec les Institutions,
Porte-parole du Gouvernement



Yaya Sangaré
Officier de l'Ordre National

Cité Administrative - Bâtiment No 9 - 3ème Étage | Tel: 20 01 90 11 | Bamako, Mali

Moussa Baba Coulibaly

08 des 10 patients de covid19 en traitement/ isolement à l'hôpital de Dermatologie de Bamako/ Ex CNAM Ex institut Marchoux sont guéris et sont rentrés chez eux en présence des médias ORTM/TM2.
Reportage à suivre au journal de 20h.



Ministère des Affaires Étrangères - Coop - Int

Koulouba, le 06 avril 2020.

Le Ministre des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale, S.E.M. Tiébilé DRAME a reçu en audience, ce lundi 06 avril, S.E.M. Hassan NACIRI, Ambassadeur du Royaume du Maroc au Mali et non moins doyen du Corps Diplomatique. Cette rencontre se situe dans le cadre des concertations régulières entre les autorités des deux pays. Le Chef de la Diplomatie malienne et son hôte ont mis cette audience à profit pour faire le tour d'horizon de la coopération entre le Mali et le Royaume du Maroc.

Bureau de l'Information et de la Presse/MAECI



Fahad Ag Almahmoud

Pour la solution au Mali, installation :

1. Président de la République à Sevaré
2. Ministre de la Défense à Gao
3. Ministre de la Sécurité à Djenné
4. Chef Etat major Général à Tarkinte
5. Chef Etat Major Armée de Terre à Niono
6. Chef Etat major Armée de l'Air à sevaré
7. Chef Etat major Garde à Segou
8. La Commission de Défense Assemblée Nationale à Tombouctou
9. Chef d'Opération Maliko Zone Ouest à Djabali
10. Chef d'Opération Maliko Zone Est à Indelimane
11. Tous les Fournisseurs des FAMA et leurs familles à Ansongo.



NB: Tant qu'il est possible de se la couler douce à Bamako le problème ne fera que progresser vers Bamako.

Je prie Allah pour mettre fin à ce mal terroriste avant le ramadan.

Alpha Omar Diallo

En terme de condamnation agressive, le Mali a battu le record mondial

Un record désastreux qui ne pourrait jamais rendre juste ou amoindrir le rang des agresseurs.



Bill Babacar

Axe du mal , mondialisation , globalisation , nouveau partenariat Nord Sud , nouvelle ordre mondiale Les termes changent mais l'objectif est le même : continuer à nous guider vers l'apocalypse

On ne peut pas bâtir le monde sur des mensonges , des deals et des complots , il faut une refonte de tous les systèmes (religieux , financière , politique , économique et sociale) si on veut partir du bon pied

Après 2020 !!! Plus rien de serait comme avant



Figaro du Mali

COVID19 en Afrique : La France continue de rapatrier ses citoyens en danger. Le Coronavirus a connu une rapide expansion grâce à la panique des puissances étrangères qui ont affrété des avions afin de secourir leurs compatriotes en chine. Cette dynamique de rapatriement se poursuit avec des vols spéciaux dans les pays africains face à la menace du coronavirus. Au Mali, d'après des sources concordantes, la France invite tous les Français résidants au Mali, surtout ceux ayant plus de 60 ans, à se faire enregistrer pour être évacuer urgemment du Mali avant le 20 avril 2020. Le jeudi dernier, un vol a embarqué 250 passagers français. Selon les mêmes sources, 85% des occidentaux travaillant dans les structures des Nations-Unies auraient déjà quitté le Mali. Malgré que la France peine à freiner l'allure de la pandémie, les citoyens français espèrent être mieux pris en charge chez eux que dans centres de traitement au Mali.



Attaque meurtrière contre le Poste militaire des FAMAs à Bamba dans le cercle de Bourem.

Nous sommes fiers de vous annoncer qu'après votre journal "Le Figaro du Mali", la Radio Sahel FM est à son tour opérationnelle.

Le père de notre confrère disparu Birama Touré déplore le sentiment et l'attitude familiale d'Ibrahim Boubacar Keita. Face au refus des familles fondatrices de recevoir Karim Keita, IBK envoie des émissaires pour supplier le patriarche. Voici une séquence de la réaction du porte-parole des Touré.



Bouba Fané

Nous venons d'apprendre que le Président IBK va gracier des prisonniers de la MCA. C'est l'occasion pour IBK de corriger les erreurs de justice. Même si les cadres ne bénéficieront pas de votre grâce, il est important qu'il bénéficie de la liberté provisoire car jusqu'à présence ces cadres sont innocents car ils n'ont pas été condamnés. La vérité blesse certains mais la vérité reste la vérité



Soye Traore

Soye Traore, triste. Encore un camp de notre armée attaqué, des morts, et la consternation comme seul moyen de protestation !!!

Mais si nos FAMAs ne peuvent pas garantir la sécurité de ces camps, pourquoi ne pas les démanteler et adopter une autre tactique de combat ?? A chaque fois et dans chaque attaque, nos soldats sont froidement tués, nos matériels emportés. A cette allure, qu'est-ce qui nous restera à la fin ? Abdiquer la honte au front ? Dans la vie, il faut savoir anticiper l'humiliation pendant qu'il est encore possible. Au Tchad, Idriss Déby en tant que Président est personnellement monté au front pour tailler un plan de combat sur



mesure. Ils sont où nos dizaines de généraux ventrus pour nous pondre enfin un plan d'attaque digne de ce nom qui permettra de sauver l'honneur de tout un peuple meurtri. Dans une guerre qu'on sait asymétrique, un camp militaire, incapable de se défendre, fortifié dans une zone truffée d'ennemis invisibles, qui n'ont ni camp ni territoire, pas besoin d'être un expert militaire pour deviner la suite. L'existence de mon pays en tant qu'Etat nation est fortement mise à rude épreuve depuis fort longtemps et je crains pour son avenir.

Hamed BAKAYOKO



Ce Lundi 06 Avril 2020, j'ai été déclaré positif au test du COVID-19 suite à un prélèvement effectué hier dimanche. Bien que ne présentant aucun signe de la maladie, le médecin a prescrit un confinement auquel je me suis immédiatement soumis. C'est l'occasion pour moi de rappeler à tous nos concitoyens que le Coronavirus est une maladie réelle qui se propage vite. Je vous exhorte à prendre au sérieux l'observation de toutes les mesures barrières pour vous protéger et protéger les autres. Prenez soin de vous. Que Dieu vous préserve.



Djibril Touré

L'exemplarité des gouvernants donne plus d'espoirs et d'assurances. La bonne compréhension des gouvernés facilite la tâche.



Bennchico Savadogo

Bennchico Savadogo à TOLO NI YAILAI" rire dans amusements "
Donc les gens qui sont à attetebougou vont dire qu'ils sont dans notre bamako hey Allah



Bamody Bane



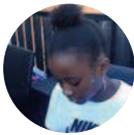
Qu'attend l'Afrique pour: 1-expérimenter l'apivirine? 2- faire appel à l'expérience chinoise pour lutter efficacement contre le virus?
3- Mutualiser les politiques?

Elhadj Djimé Kanté



Aw ni Sôgôma ! Avez-vous pris les news de vos parents et proches ce matin ? Tenez bon et respectez les mesures barrières. COVID-19

Mamadou Sowbrad



confinement c'est dure dès que dieu nous aide

Boubacar Bah



Communiqué de Presse
L'Alliance Démocratique pour la Paix (ADP-Maliba) informe l'opinion nationale et internationale qu'une délégation de son candidat aux élections législatives dans la circonscription électorale de Nioro du Sahel et, comprenant le maire de Nioro, des cadres des partis amis: Yelega, Adema-PASJ, CNID-FYT, ASMA-CFP, UM-RDA a fait l'objet d'une attaque armée entre Sandaré et Nioro du Sahel.

Cette attaque viserait à attenter à la vie au député sortant, Mamadou Alpha DIALLO, candidat à sa propre succession et le maire de Nioro du Sahel Moctar Dicko. Le parti condamne avec la dernière rigueur de telles actes; remercie par ailleurs, les forces de sécurité de Nioro pour le travail diligent ayant conduit à l'escorte de la délégation jusqu'à Nioro du Sahel, saine et sauve. Bamako, le 06 Avril 2020
La Cellule de communication.

Djamila Ferdjani



Peut-on contracter COVID au contact de personnes ne présentant pas de signe? Quelle est la probabilité d'avoir le COVID? Mon animal domestique peut-il me le transmettre? Une personne guérie est-elle immunisée?
Questions/Réponses: <https://med.africa/questions-freq>

Arouna Modibo TOURÉ



En cette période difficile où nous luttons tous ensemble contre le #coronavirus, célébrons aussi les valeurs positives du #sport, le dépassement de soi, la fraternité et la solidarité #whitecard #IDSDP

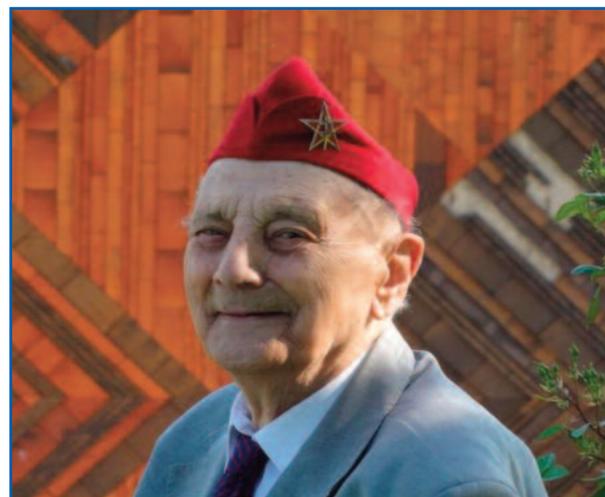
Geneviève Darrieussecq



Courageuse. Combative. Altruiste. Frida Wattenberg était tout cela et bien plus encore. À 95 ans, elle a été emportée par le Covid19. En rejoignant la Résistance juive dès son adolescence, elle avait sauvé tant de vies d'enfants. J'adresse à ses proches mes sincères condoléances.



Henri Ecochard nous a quittés à l'âge de 96 ans, victime de l'épidémie. Résistant, il avait dressé et informatisé la liste "Ecochard" de tous les combattants de la France Libre pour maintenir vivante la mémoire de leur courage. Mes pensées et condoléances vont à ses proches.



Amadou Ndiaye



Mali, Le peuple malien est orphelin de dirigeants intègres. La nation a soif des hommes honnêtes, la dignité, la discipline, la capacité à servir les autres sont devenus des valeurs surannées.

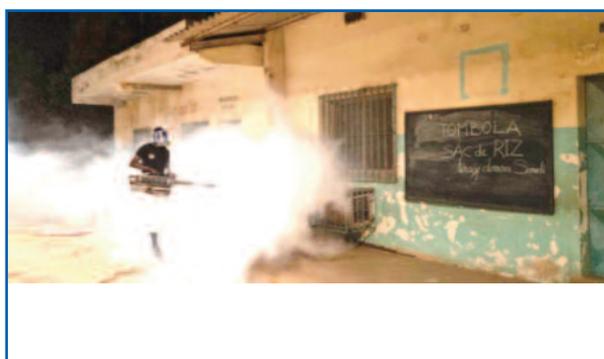
Sekou Samassa

Très bonne idée. Mali Héré Kodo, en colère, avec Moussa Yoro Diallo et 4 autres personnes. Après cette lourde perte côté FAMA, une riposte à la Tchadienne s'impose. Dahirou doit aménager son bureau à Sevaré et Abdoulaye Coulibaly sur le théâtre.



Le Monde Afrique

« Si la chloroquine s'avère efficace, c'est un atout pour l'Afrique dont les pays ont des ressources très limitées. [...] Personne ne connaît mieux la chloroquine que nous, chercheurs africains. »



Abdoul Diop

Covid-19. 8 cas de guérison ce lundi 6 avril 2020, très bonne nouvelle. Toutes mes félicitations.

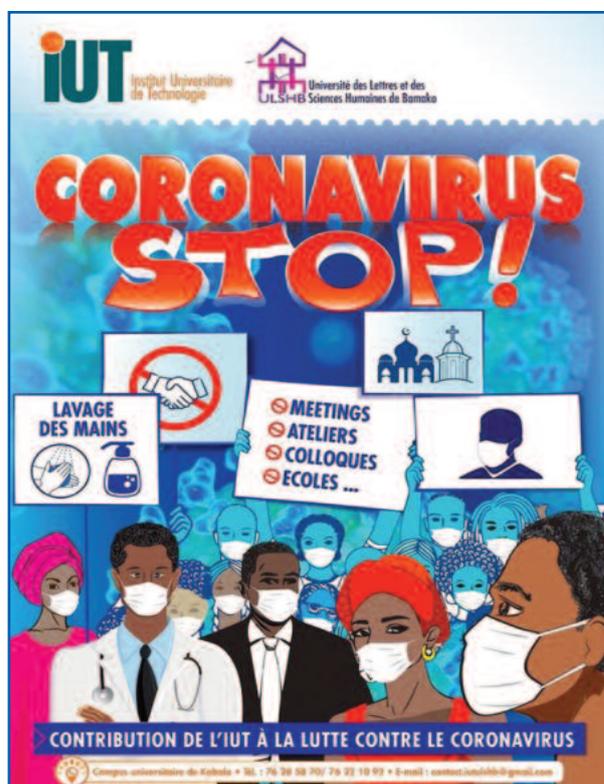


Bacary Camara

Bacary Camara est avec Moussa Diarra et 3 autres personnes. Ce magnifique « Visuel » que vous avez sous vos yeux est une contribution de l'Institut Universitaire de Technologie (IUT), dans la lutte de notre pays contre le Covid-19. Logé dans l'enceinte de l'Université de Kabala, cet Institut



souhaite aujourd'hui l'accompagnement et le soutien du ministre de la santé et des affaires sociales, son excellence Michel Sidibé, pour une impression à large échelle dudit visuel et son affichage sur les panneaux devant les artères principales de la capitale



malikile.com

La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services ! "



Enlèvement de l'honorable Soumaïla Cissé : « Les démarches sont en cours pour obtenir rapidement la libération du président Soumaïla Cissé », dixit Me Demba Traoré



Enlevés le 25 mars 2020, les membres de la délégation de l'honorable Soumaïla Cissé, président de l'Union pour la République et la démocratie (URD), chef de file de l'opposition malienne se trouvant en campagne électorale dans le cercle de Niafunké, ont tous été libérés sauf Soumaïla Cissé lui-même (au moment où nous mettions sous presse ce papier). « Les démarches sont en cours pour obtenir rapidement la libération du président Soumaïla Cissé », a déclaré Me Demba Traoré, chargé à la communication de l'URD, lors d'un point de presse qu'il a animé, le vendredi 3 avril 2020, au cabinet du chef de file de l'opposition malienne, sis au quartier Badalabougou de Bamako. La libération des membres de la délégation de Soumaïla Cissé a été faite en trois séquences. Une première libération de 5 personnes a eu lieu le jeudi 26 mars 2020. Une deuxième libération a également concerné 5 personnes. Cette libération est intervenue dans la nuit du jeudi 02 au vendredi 03 avril 2020. Il s'agit de Housseini N'Douré (assistant de Soumaïla Cissé) Boubacar Sada Sissoko (cameraman) Abdramane Traoré dit Vieux Mahalmadane, le chauffeur Kola Badara, et Yacouba Cissé. « Ils vont tous bien, Dieu merci. Ils sont arrivés dans la localité de Gorgou dans le cercle de Niafunké en compagnie de Ousmane Bocoum qui est 2ème adjoint au maire de Koumaïra. Après leur enlèvement, le maire de Koumaïra et deux de ses adjoints avaient tenté de rentrer en relation avec les assaillants pour pouvoir obtenir la libération des otages. Le maire de Koumaïra et son deuxième adjoint sont donc restés dans la zone et c'est hier (jeudi 2 avril 2020) que le deuxième adjoint a retrouvé sa famille et il est arrivé avec les 5 otages à Gorgou. A l'heure où je vous parle, les 5 membres de la délégation sont tous arrivés à Niafunké. Ils se portent bien. Nous n'avons pas payé de rançon », a précisé Me Demba Traoré, chargé à la communication de l'URD, lors d'un point de presse qu'il a animé, le vendredi 3 avril 2020, au cabinet du chef de file de l'opposition malienne, sis au quartier Badalabougou de Bamako.

Une troisième libération a été faite, le vendredi 3 avril 2020, dans l'après-midi et a concerné les trois derniers membres de la délégation de l'ho-

Insécurité au Mali : Le député de Nioro et sa délégation échappent à un assassinat :



C'est dans un message que l'honorable député a publiée dont la rédaction a reçu copie. « Chers amis, Ce soir, aux alentours de 20h, ma délégation composée de ma personne, de Moctar Dicko (Maire de Nioro), Idrissa Haidara (secrétaire général CNID), Fasséri Traoré (secrétaire général ASMA et ancien sous-préfet de Sandaré), Mohamed Sylla (secrétaire général UMRDA), Madani DIALLO (personne ressource) et de Fodé Diakité et Kassim Diallo (chauffeurs), a fait l'objet d'une attaque armée entre Sandaré et Nioro du Sahel. L'attaque a eu lieu à 12km de Nioro juste après le village de Seoundé. Des premiers éléments dont je dispose, il s'agissait clairement d'une tentative d'assassinat sur ma personne et le Maire de NIORO. Nous avons réussi à échapper de justesse à cette attaque contre notre véhicule qui a reçu plusieurs balles. Lorsque nous avons pu nous dégager de ce traquenard, les forces de sécurité (La Brigade de Gendarmerie de NIORO) sont parvenues à nous escorter tous, sains et saufs, jusqu'à Nioro. Il s'agit là d'un acte odieux à la suite duquel j'invite les plus hautes autorités du pays à diligenter une enquête afin de retrouver les auteurs de cette attaque. Je tiens à remercier Allah pour nous avoir sauvés. Qu'Allah protège le Mali! Honorable Mamadou Alpha Diallo»

norable Soumaïla Cissé. Il s'agit de Boureïma Boré, Boussama Maïga et Amadou Maïga dit Diadié. « Les démarches sont en cours pour obtenir rapidement la libération du président Soumaïla Cissé », a déclaré Me Demba Traoré. Enfin, il a remercié tous ceux qui ont exprimé leur solidarité en faveur de la famille URD face à cette épreuve.

■ Aguibou SOGODOGO

Abonnez vous à votre journal numérique

Malikilé

pour recevoir les dernières informations

Fermeture de la frontière Mauritanienne : Nara suffoque



Depuis l'annonce des mesures prises par le Gouvernement mauritanien dans le cadre de la lutte contre la propagation de la maladie liée au COVID – 19, les prix de certains produits de première nécessité importés ont connu une légère hausse sur le marché de Nara. Un tour dans le marché notamment dans les boutiques tenues par les mauritaniens, les 30 et 31 mars 2020, nous a permis de constater une augmentation des prix du sucre, de l'huile, du lait en poudre et tous les produits mauritaniens. L'économie du cercle de Nara reste dominée par le secteur tertiaire notamment le commerce des produits mauritaniens. Nara est une zone sahélienne dont l'économie est fortement dépendante du secteur primaire, l'élevage. L'agriculture est tributaire des aléas climatiques, la sécheresse a pour conséquence une faible production agricole avec la baisse des rendements des superficies agricoles. Par ailleurs, 80% de la population naroise dépend de l'agriculture pour sa subsistance primaire et source de revenu.

La crise sécuritaire déclenchée en mars 2012 a significativement contribué à la détérioration des conditions de vie des populations en raison de l'instabilité sécuritaire qui fragilise davantage non seulement leurs moyens d'existence (bétail, récoltes, sources de revenus, emplois, réduction des activités économiques, etc.), mais aussi leur accès à l'eau potable et aux services de base dont la santé.

■ Mahamadou YATTARA

Cercle de Nara : Les FAMA neutralisent des terroristes et récupèrent deux véhicules

Le contexte sécuritaire et sanitaire peu favorable dans notre pays n'émousse aucunement la détermination de nos Forces de défense et de sécurité dans l'accomplissement de leurs missions régaliennes de défense de l'intégrité du territoire, de protection des personnes et de leurs biens. En réussissant samedi dernier à récupérer deux de leurs véhicules précédemment enlevés par les terroristes, les Forces armées maliennes (FAMA) confirmaient éloquemment cet engagement.

Mali : Le PM échange avec le patron de la MINUSMA sur la situation sécuritaire dans les régions du centre



Le Premier ministre, Dr. Boubou Cissé, a rencontré vendredi à Bamako, le Représentant Spécial du Secrétaire Général de l'ONU au Mali, Chef de la MINUSMA, Mahamat Saleh Annadif, en présence du commandement militaire, a constaté l'AMAP. L'objectif de la rencontre était de faire le point de la situation sécuritaire dans les régions du centre du pays et de faire la revue du dispositif opérationnel de sécurisation des personnes et de leurs biens, mis en place entre la MINUSMA et le Gouvernement du Mali. Les échanges ont porté sur, entre autres, les implications d'ordre politique, institutionnel, sécuritaire et humanitaire dans le cadre de la gestion concertée de la crise du centre, la situation sécuritaire au centre du Mali qui sera abordée par la prochaine réunion du Conseil de Sécurité de l'ONU, prévue pour le 07 avril 2020 à New York. Dr Boubou Cissé a salué tous les efforts déployés par la MINUSMA dans le sens de l'amélioration de la collaboration avec les Forces Armées du Mali (FAMA), notamment l'organisation effective de patrouilles conjointes avant d'exhorter à plus de coopération en matière d'échanges d'informations et de coordination des opérations sur le terrain.

Le Chef du Gouvernement a réaffirmé, au nom du président de la République, la reconnaissance et l'engagement du Gouvernement à ne ménager aucun effort pour soutenir les initiatives de la MINUSMA dans le cadre du retour de la paix, de la sécurité et de la stabilité au Mali.

La rencontre s'est déroulée en présence du ministre de la Défense et des anciens combattants, le Général de division Ibrahim Dahirou Dembélé, le ministre de la sécurité et de la protection civile, le Général Salif Traoré, le Chef d'Etat-major Général des Armées, le Général Abdoulaye Coulibaly et le secrétaire permanent du Cadre Politique de Gestion de la Crise du Centre, Boubacar G. Diarra.

■ KM

Le site de l'Armée « fama. ml » qui rapporte l'information précise que c'était dans la localité de Gringalé, dans le Cercle de Nara.

Cette course-poursuite des terroristes est intervenue vers 14H00 sur la ligne frontière avec la Mauritanie.

Au cours de l'opération, deux bandits ont été neutralisés par les FAMA, un troisième criminel ayant succombé par la suite à ses blessures.

Du côté de nos hommes, conclut la même source, l'on ne déplore aucune perte ni en vie humaine, ni en matériel.

■ Massa SIDIBÉ

Orpillage traditionnel : Une suspension, des remous



Dans l'arrêté interministériel n°1197/MMP-MATD-MSPC-MEADD-SG du 27 mars 2020, les ministères des Mines et du Pétrole, de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, de la Sécurité et la Protection civile et de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement durable ont décidé de suspendre les activités d'orpillage sur toute l'étendue du territoire à compter du 27 mars et ce jusqu'au 30 avril 2020. Cette décision pourra être prorogée en fonction de l'évolution de la pandémie du coronavirus au Mali, précise le gouvernement. Une pilule dure à avaler pour les acteurs.

C'est devant son téléviseur que Seydou Keita, Président de la Fédération nationale des orpailleurs du Mali (FNOM), dit avoir appris la nouvelle. Si, en premier lieu, il juge la décision « bonne » en cette période de coronavirus, Keita prévoit qu'elle aura de graves conséquences. « Énormément de personnes travaillent sur les sites d'orpillages, si cette interdiction venait à être effective, le pays enregistrera de nombreux braquages ». En outre, le Président de la FNOM prédit que l'État ne saurait faire respecter cette mesure. « Ce sera comme pour l'interdiction du dragage. Il existe 357 sites d'orpillages à travers le pays, y compris à Kidal », précise Keita, « impossible donc pour l'État de tout contrôler, il n'en a pas les moyens ». Selon les autorités, des cellules techniques regroupant des membres de tous les ministères concernés ont été mises en place pour veiller au respect de l'arrêté. Ces dernières mèneront des missions sur zones et les relais de l'État (préfets, maires) seront mis à contribution pour le respect strict de la mesure. La ministre des Mines et du Pétrole a précisé que les contrevenants devront répondre de leurs actes.

Guerre de tranchées ?

La FNOM affirme n'avoir rien instruit à ses membres. N'ayant pas été associée à la décision, elle ne saurait l'entériner. « On ne peut pas prendre une telle mesure sans au préalable en discuter avec les acteurs », se plaint notre interlocuteur. « Ne serait-ce que pour la sensibilisation. Les chefs de villages n'accepteront jamais la fermeture des sites d'orpillages. Quand bien même, comment les personnes qui y travaillent nourriront leurs familles ? C'est ajouter de nouveaux problèmes à ceux déjà existants », ajoute-t-il. Selon des estimations, plus d'un million de personnes travaillent ou sont liées aux activités d'orpillage traditionnel, qui produit environ 15 tonnes d'or par an.

Chiffres: 357 Sites d'orpillages à travers le pays

15 tonnes d'or : Estimation de la production annuelle de l'orpillage traditionnel

■ Boubacar Sidiki HAIDARA

Coronavirus et l'eau potable au Mali : Laver les mains ne serait-il pas un luxe pour le Malien ?



On ne cesse d'entendre parler ou de lire un peu partout « lavez-vous les mains. Ça peut vous sauver la vie et protéger vos proches ». Mais ce message est-il adressé à l'ensemble des Maliens ou à une frange de la population, les plus chanceux ?

Avant même le coronavirus, cinq personnes meurent chaque minute de suites de maladies liées à l'eau insalubre dans le monde, selon « Solidarités International ». Cette statistique nous effraie lorsqu'on sait dans quelles conditions difficiles la majorité des Maliens se procurent de l'eau potable. Donc quand on nous demande de nous laver les mains plusieurs fois dans la journée avec de l'eau pour se protéger contre le coronavirus, c'est inquiétant. D'autant plus que ce liquide est un luxe dans une situation où près de la moitié des Maliens n'ont pas accès à l'eau potable. Qui dit eau potable, dit eau propre sans microbe !

Plus angoissant, on nous fait comprendre que durant la pandémie, se laver fréquemment les mains avec de l'eau et du savon fait partie des mesures les plus économiques, les plus faciles et les plus importantes pour prévenir la propagation du virus. Oh mon Dieu ! Comment allons-nous faire ? Nous, les populations qui peinent à avoir 20 litres d'eau par jour pour survivre. Il est bien d'informer les populations sur les pratiques qui sauvent la vie, mais quand les moyens ne sont pas réunis pour faire face, à quoi bon ? Si le gouvernement ne veut pas laisser en réalité son peuple mourir, la première chose à faire avant même de nous exposer à la télévision nationale ORTM et autres médias des seaux et du savon, c'est de ravitailler tout le monde en eau potable avec des citernes. Surtout les personnes qui ont des difficultés à avoir accès à un point d'eau en premier lieu, et après envisager de réaliser dans les quartiers en manque d'eau, des forages dans l'urgence.

Depuis belle lurette, des Maliens meurent tous les jours à cause du manque d'accès à l'eau et aux services essentiels comme l'assainissement adéquat, l'hygiène. Ô combien de fois, nous, les journalistes ont décrié cette réalité sans que le gouvernement ne réagisse ! Pourtant, des solutions simples existent, il suffisait d'une volonté politique. Ce manque d'eau sur l'étendue du Mali a créé dans les populations des carences qui tuent plus que le Coronavirus.

Peuple malien, s'il faut de l'eau pour vous protéger contre le coronavirus, alors, que le Bon Dieu nous vienne en aide ! « Sans eau il n'y a pas de vie », n'a jamais été véridique qu'aujourd'hui.

■ FOUINEUR

Je veux ce
KIT



Proche de vous



3500F
de bonus

200% de bonus
sur la 1^{ère} recharge

100% Bonus
pendant 1 mois

50 sms et 100 Mo
de forfait internet

Achetez votre puce à 500 FCFA avec 500F de crédit initial et recevez en cadeaux des avantages exceptionnels*.

Bonus valable entre 5 et 30 jours.

service client : 6700

www.malitel.ml

www.facebook.com/malitel.official

COVID-19: “Environ 80 % des personnes guérissent sans avoir besoin de traitement particulier”

Le SHARCOV, connu actuellement sous le nom de Covid-19, la maladie du coronavirus existait bien avant la flambée de décembre 2019. Aujourd’hui la contamination a atteint plus d’un million de personnes dans le monde. A cause de l’ampleur de la propagation de covid_19 toutes les recherches scientifiques sont orientées vers ce virus afin de mettre à la disposition du grand public les informations fiables.



Les symptômes de covid-19 sont la fièvre, la fatigue et la toux sèche. Certains patients présentent des douleurs, une congestion nasale, un écoulement nasal, des maux de gorge ou une diarrhée. Ces symptômes sont généralement inoffensifs et apparaissent de manière progressive.

Selon une publication de l’OMS, environ une personne sur six présente des symptômes plus graves notamment une dyspnée. C’est généralement les personnes âgées et celles qui ont d’autres problèmes de santé, comme hypertension artérielle, problème cardiaque ou diabète et également les fumeurs qui ont plus de

risque de présenter des symptômes graves. Selon Pr Olivier Bouchaud, responsable de service des maladies infectieuses et tropicale au CHU Avicenne, à Bobigny, en région parisienne, dans la presse, le 25 mars 2020, « **Les personnes les plus âgées sont plus vulnérables, car leur corps a moins de capacité de résistance aux infections et aux maladies en général. Pour les enfants, cela reste encore mystérieux** ».

De nombreux témoignages de médecins et de l’OMS soutiennent qu’environ 80 % des personnes guérissent sans avoir besoin de traitement particulier.

Si ces témoignages devaient faire foi, pourquoi ne pas mettre l’accent sur cette guérison naturelle et inciter les gens vers les consommables qui renforceraient la capacité de résistance aux infections ? C’est la question que l’on peut se poser, cependant le respect strict des mesures barrières et une prise en charge précoce dès l’apparition des premiers signes demeurent les seules alternatives pour le moment. Pour ce faire, toute personne qui a de la fièvre, touse et qui a des difficultés à respirer doit consulter le plus vite possible un médecin.

Toute personne doutant qu’elle est infectée ou présentant des symptômes doit se mettre à l’auto-isolément, porter un masque et se laver les mains à chaque instant pour ne pas infecter au retour les personnes de son entourage. Face à l’ampleur de la propagation et de la multiplication des mesures de protection les gens se posent de nombreuses questions dont : le masque est-il une meilleure protection, les billets de banque en particulier et l’argent en général constituent-ils des vecteurs de transmission du virus, les personnes 0+ font-elles moins de covid-19 ?

Sur les médias, Dr Massamba Sassoun Diop, médecin urgentiste et président de SOS-Médecins à Dakar, au Sénégal, et depuis décembre 2019, président de la Société sénégalaise d’anesthésie, réanimation et de médecine d’urgence affirme que « si quelqu’un toussé dans sa main, ne se la lave pas puis vous donne un billet. Il est évident que le virus est directement sur le billet et cela vaut aussi pour les pièces de monnaie ».

Par ailleurs, Dr Massamba Sassoun Diop a appelé à la prudence à propos de la déclaration qui dit que « **les personnes 0+ font moins le covid-19** », « **il faut être prudent. Cette affirmation ressort de statistiques, mais il semble en effet que les personnes 0+ feraient moins le Covid-19. Le temps nous permettra de le démontrer. Étant donné que dans la population africaine, il y a beaucoup de personnes qui sont 0+, ça pourrait être une bonne chose, mais il est encore trop tôt pour en avoir les preuves** ». Avec covid-19 rien n’est sûr à 100%. Avec les incertitudes qui planent sur le covid-19, le gouvernement malien a mis en place des mesures drastiques.

■ Ibrahim SANOGO

Pénurie D'eau à Fombabougou : Le cri de cœur de la population

L'eau est vitale dans la vie de l'être humain, surtout en cette période de canicule la population de Fombabougou est confrontée à la pénurie d'eau. Ce qui aura un impact négatif sur l'application des mesures de barrières au cœur desquelles le lavage des mains occupe une place centrale.

En effet, depuis près de 2 mois, les populations de Fombabougou font face à des problèmes d'eau. Ce quartier ne dispose que d'un seul château d'eau pour son approvisionnement en ce précieux sésame. Les femmes se lèvent à 4 heures du matin pour avoir de l'eau à 12 heures. La pénurie d'eau en rajoute à leur calvaire. Une situation qui interpelle les plus hautes autorités du pays surtout en cette période de pandémie de coronavirus où certaines mesures s'imposent pour contenir la propagation de la maladie. Parmi les mesures de barrières en vigueur, le lavage des mains est le plus exigeant, or certains quartiers de Bamako à l'instar Fombabougou se trouvent confrontés au manque du précieux liquide.

« Il faut attendre jusqu'à 4 heures de temps pour avoir accès à l'eau ici », nous a confié Modibo Dembélé, gérant du château d'eau. A en croire le gérant, cela s'expliquerait souvent par les coupures d'électricité pendant cette période de chaleur et le fait qu'il existe un seul château d'eau dans le quartier. « Je

vends les bidons de 20 litres à 10F CFA et 25 litres à 15F CFA », a-t-il ajouté.

Les femmes sont visiblement les plus touchées par cette pénurie d'eau. Elles se lèvent tôt le matin pour se rendre au château, mais ne peuvent avoir de l'eau qu'à 12 heures, alors qu'elles doivent préparer depuis le matin. Selon elles, la pénurie d'eau dans ce quartier n'a pas commencé aujourd'hui. « Nous avons un seul château d'eau dans la zone, tout le quartier vient s'y approvisionner. On passe plusieurs heures avant d'avoir de l'eau », a déclaré Mariam Bocoum assise à côté sur un bidon.

Madou Doumbia, vendeur ambulant à Fombabougou, nous raconte qu'en cette période de chaleur, les difficultés rencontrées sont énormes en matière d'approvisionnement. Selon lui, servir tous les clients pendant la journée n'est pas facile. Les gens utilisent beaucoup d'eau en cette période, surtout avec le coronavirus.

« Je vends les bidons de 20 litres à 50F CFA », nous a-t-il indiqué avant de pour-

suivre « l'eau est d'une importance capitale pour lutter contre cette maladie, mais on ne peut pas se laver les mains sans eau ».

Les populations de Fombabougou pourraient difficilement respecter les mesures barrières en l'occurrence, le lavage des mains. Par manque d'eau, les femmes de ce quartier ont du mal à assurer leur tâche ménagère à plus forte raison de se laver les mains.

« Nous avons beaucoup de difficultés pour nous approvisionner en eau, en plus, on nous demande de laver nos mains avec du savon. Nous ne pouvons pas, à moins qu'ils viennent installer des châteaux d'eau », a déploré Awa Traoré ménagère. « Nous achetons les bidons à 50F CFA et même souvent pour avoir ça c'est un problème », a-t-elle poursuivi.

Cette situation interpelle le gouvernement qui doit intervenir auprès de ces populations afin qu'elles aient accès à l'eau potable pour une application stricte des mesures barrières.

Pour Oumou Naciré, depuis 2014, l'année où elle a déménagé dans ce quartier, il y a toujours eu des pénuries d'eau. Elle affirme que le problème fondamental dudit quartier reste la pénurie d'eau. A ses dires, le seul château qui couvre la zone a été installé par un député de la Commune II. Elle a lancé un appel au gouvernement et aux personnes de bonne volonté à venir en aide à la population.

■ Ibrahim SANOGO





Gestion de la crise scolaire : L'Imam Mahmoud Dicko prêt à accompagner les syndicats de l'éducation

Les syndicats de l'Éducation signataires du protocole d'accord du 15 octobre 2016 ont rencontré, le jeudi 2 avril dernier, l'Imam Mahmoud Dicko. Ce dernier, à l'issue de cette rencontre à huis clos, a exprimé sa disponibilité à accompagner les syndicalistes et le gouvernement pour trouver une solution aux grèves à répétition dans le milieu scolaire. L'ex-président du Haut Conseil Islamique du Mali (HCIM), très sollicité ces derniers temps, avait reconnu, au cours de son meeting du 29 février dernier, la légalité et la légitimité de la

grève des enseignants. Il avait, à cet effet, appelé les enseignants à reprendre les cours. «Le peuple se portera garant pour qu'ils soient mis dans leur droit», avait-t-il laissé entendre.

«Nous avons estimé qu'il était bon après cet appel de le rencontrer pour échanger autour du point de blocage et les différentes actions menées par les syndicats », nous a confié Ousmane Almoud, Secrétaire général du syndicat national des Enseignants Fonctionnaires des Collectivités Territoriales.

Ce leader syndical juge cette rencontre fructueuse, qui a permis aux syndicalistes de comprendre la lecture de l'Imam et le sens de son appel. » Après avoir rassuré de sa disponibilité, il nous a demandé de lui donner un peu de temps pour réfléchir afin de voir ce qu'il peut faire ».

Évoquant le blocage des salaires, le syndicaliste souligne que les syndicats sont dans la logique d'informer les organisations des droits de l'homme par rapport aux différentes violations de loi de la République mais aussi des conventions auxquelles le Mali a souscrit.

En second lieu, ils n'excluent pas l'idée d'attaquer les correspondances du ministre de l'Économie et des Finances ordonnant à ses démembrés d'opérer des retenues sur les salaires. » Les enseignants ne sont pas contre les retenues sur les salaires. Nous sommes plutôt contre leur blocage », a affirmé Ousmane Almoud. Selon lui, ce sont les présidents des organes des Collectivités qui sont habilités à faire des ordres de recettes sur le salaire. «Le ministre de l'Économie n'a pas le pouvoir de faire cela. C'est un abus de pouvoir qu'il fait. Nous allons rédiger une requête et la déposer auprès de la Cour Suprême», a-t-il annoncé.

Négociations au point mort

Pour Ousmane Almoud, le gouvernement n'est plus dans la dynamique du dialogue. Car dit-il, » suite à la fermeture des écoles pour faire face à la pandémie du Coronavirus, nous avons adressé une correspondance au ministre du Dialogue social et de la Fonction publique pour lui faire part de l'annulation de notre dernier préavis de grève. Jusque-là, nous n'avons pas reçu une réponse».

A l'endroit de ses militants, il a noté qu'il n'est pas facile de vivre deux mois sans salaire. » Malgré les difficultés, nous devons garder de vue l'objectif qui est l'application de l'article 39, la restauration de la dignité des enseignants et cela ne peut pas être fait sans sacrifice. C'est le prix que nous payons à travers ce comportement du gouvernement qui cherche à nous museler pour qu'on renonce à cet objectif. Même après la lutte contre cette pandémie du Coronavirus, nous allons réclamer notre droit », a-t-il prévenu.

■ **Abdoul DEMBELE**

70 000 enseignants confinés dans la précarité par le gouvernement : Le terrorisme d'Etat est-il en marche au Mali ?



Pour avoir observé des jours de grève, le gouvernement de Boubou Cissé a décidé de bloquer totalement les salaires des enseignants. Ils sont désormais à plus de deux mois sans salaires, toute chose qui les confine dans une misère noire. Les enseignants du secondaire, du fondamental et de l'enseignement préscolaire sont désormais entre la vie et la mort sous le regard complaisant et complice des associations de Défense des Droits de l'Homme. A-t-on le droit de priver un homme du minimal vital sous prétexte qu'il a refusé de travailler ? IBK ne porte-t-il pas la responsabilité de tous désagréments dont ces pauvres enseignants seront victimes ? Pourquoi ce silence assourdissant des autres centrales syndicales et du peuple malien face à ce qui s'apparente à un génocide social ?

Le Gouvernement de Boubou Cissé, après avoir violé son engagement d'appliquer sans détour la loi relative à toute augmentation de salaire concernant les fonctionnaires du statut général, à ceux des statuts particuliers, s'adonne maintenant à une autre violation celle des droits les plus élémentaires liés à la vie humaine. En privant plus de 70 000 ménages du minimal vital, IBK se rend coupable de génocide moral et même physique d'une bonne par-

tie du peuple malien. Aucun argument ne saurait justifier le blocage total des salaires des enseignants. Aucune législation ne pourrait s'accommoder d'une telle sanction, même dans les monarchies les plus autoritaristes. Le gouvernement en adoptant cette stratégie pour faire fléchir les enseignants se rend coupable de grave violation des droits à la vie, à la santé et au minimal vital reconnu pour tout être humain. Ce qui est aberrant, c'est le silence coupable et complice de tout un peuple face à cette entreprise de démolition de notre pays par un groupuscule dont le seul souci est de continuer à jouir des privilèges liés à leurs postes. Sinon, comment comprendre qu'à une période aussi charnière de la vie de l'humanité, caractérisée par la pandémie du COVID 19, qu'on puisse ajouter une autre crise, plus grave que la pandémie, car elle touche au fondement même de l'être humain ?

Arrêtons-nous un peu sur les conséquences du blocage des salaires des enseignants. Ils sont plus de 70 000 qui ont en charge le triple du nombre d'enseignants. En ne payant pas les salaires, le gouvernement se donne le luxe de priver des milliers de familles d'eau d'électricité, de nourriture, de couverture sanitaire, bref des services sociaux de base auxquels tout citoyen a droit. Comment IBK pourra-t-il dormir

à poing fermé en observant tout autour de lui des familles qui sont en train de crever de faim. Le Président de la République est le seul à être redevable de son peuple, de ses électeurs, car c'est lui qui a été investi de la mission de le servir, non pas un Premier ministre encore moins un ministre. Donc, ceux qui s'en prennent au PM Boubou Cissé, lui font un procès d'intention, car il n'est nullement responsable de la situation, il n'est à cette place par la volonté d'un homme, IBK et la main qui a signé son décret, pourrait l'abroger sans coup férir.

Donc, IBK est le seul responsable du confinement moral et même physique de plus de 70 000 familles qui broient aujourd'hui du noir, sous le regard complice du peuple, en général, et des centrales syndicales des travailleurs dont la première mission est la préservation des intérêts de tous les travailleurs sans exclusive. Yacouba Katilé de l'UNTM, Amadou Amion Guindo de la CSTM et Mme Dédéou Traoré du CDTM répondront devant le tribunal de l'histoire pour s'être tus, au moment où des travailleurs, qu'ils soient affiliés à leurs centrales ou pas, sont en train d'être martyrisés sans rechigner.

■ **Youssof SISSOKO**

Arrestation de Mahamadou Camara : Fossé entre l'exécutif et le Parquet

La détention de Mahamadou Camara a fortement déplu au haut sommet de l'État », la phrase a été lâchée par le Procureur du Pôle économique et financier, Mamadou Kassogué, au lendemain du rejet de la demande de liberté provisoire de M. Camara. Le 27 mars dernier, l'ancien directeur de cabinet du président de la République avec rang de ministre, Mahamadou Camara, a été inculpé par le Pôle économique et financier pour « complicité de favoritisme » dans l'affaire des équipements militaires. Les dossiers des autres personnalités, c'est-à-dire d'anciens ministres impliqués, sont transmis à la Cour Suprême pour saisine de la Haute Cour de Justice. Une semaine après l'arrestation de M. Camara, ses conseillers introduisent une requête demandant une liberté provisoire. Sans autre forme de procès, la demande de liberté provisoire leur a été refusée. Autrement dit, l'ancien ministre de la Communication reste en prison en tout cas jusqu'à ce que la Cour Suprême, saisie pour la même requête, ne se prononce ou du moins s'il venait que son nom figure parmi les bénéficiaires de la grâce présidentielle.

Si au sein de l'opinion, l'on ne comprend pas les réels motifs qui ont prévalu à l'arrestation de Mahamadou Camara, puisque jouissant d'une « protection législative », au niveau de l'exécutif, c'est la consternation si on en croit le Procureur de la république du Pôle économique, Mamadou Kassogué, qui a dit que « la détention de Mahamadou Camara a fortement déplu au haut sommet de l'Etat ». Pour des proches du président, le Pôle économique a outrepassé ses prérogatives par rapport au cas Mahamadou Camara. Et de se défendre que M. Camara était directeur de Ca-



binet de la présidence de la république avec rang de ministre. Même son de cloche chez certains juristes qui en ont fait leur chou-gras avec des interprétations en faveur ou en défaveur. Sur la question, le Procureur du Pôle économique qui a reçu la couverture de ses pairs du Sam-Sylima (il était président du Sam), a fait une sortie de clarification. C'était à l'occasion d'une rencontre qu'il a eue avec les deux syndicats Sam-Sylima. Pour M Kassogué « l'Exécutif est en train de faire une interprétation biaisée des dispositions de l'article 616 du code de procédure pénale qui n'accordent le privilège de juridiction qu'aux seules personnalités ayant rang et prérogatives de ministre ». Il poursuit « Que s'agissant de l'inculpé susvisé, il n'avait simplement que rang de ministre comme l'atteste d'ailleurs son acte de nomination. Que le droit pénal étant d'interprétation stricte, le Pôle estime qu'il n'a fait qu'une judicieuse application

de la loi dans ladite procédure et que sa position demeura constante ».

Le Pôle économique en maintenant l'ancien directeur de cabinet de la présidence de la République dans les mailles de la justice, n'a-t-il pas l'intention de bien fouiller sous les pieds du président IBK ? Ce qui est sûr, à l'allure où vont les choses, Mamadou Kassogué et les siens veulent mettre sur la place publique les choses les plus secrètes de la république, en tout cas dans cette affaire d'achat d'équipements militaires.

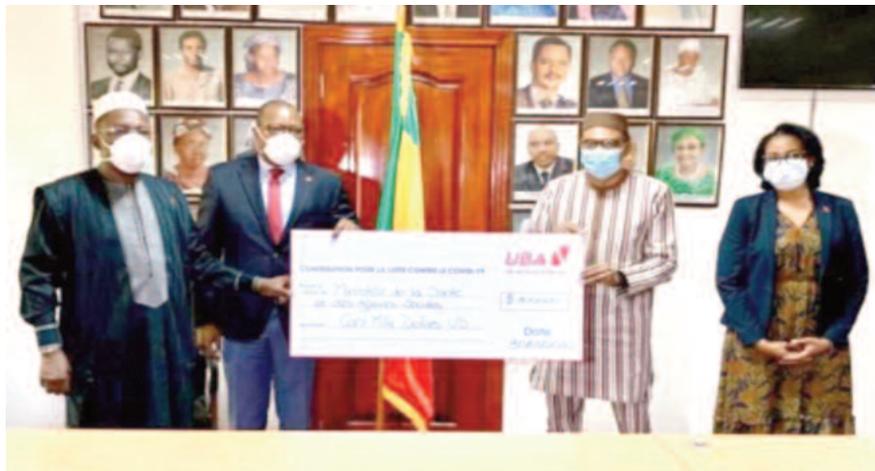
Faut-il rappeler qu'un directeur de cabinet est l'homme par qui passent tous les dossiers du président de la République.

Dans cette affaire, un rapport spécial du Bureau du Vérificateur général du Mali révèle 28,5 milliards F CFA d'irrégularités financières.

■ Djibril DIALLO



Coronavirus : Le Fonds du désespoir



Le Coronavirus est devenu une pandémie qui met à rude épreuve les gouvernés et les gouvernants de tous les pays du monde entier. Les plus riches débloquent des milliards d'euros ou de dollars pour soutenir leurs industries et leurs populations. C'est le cas de la France ou des Etats-Unis où le chômage a plongé des millions de travailleurs dans la précarité lesquels se tournent vers l'Etat. En Afrique, des pays comme la Côte d'Ivoire, le Sénégal et le Burkina Faso ont débloquent des milliards de francs CFA pour faire face à la demande sociale. Au Mali, le Président Ibrahim Boubacar Keita (IBK) a annoncé le déblocage de 6 milliards de FCFA pour lutter contre le Coronavirus. Cette somme, dérisoire au regard de ce que font d'autres pays de la sous-région, montre les limites de l'Etat malien en matière de finances. C'est sans doute pourquoi le Gouvernement a lancé un appel à la contribution à un fonds national pour contrer l'épidémie sur le territoire national. Cet appel n'est pas du goût de tous, particulièrement le Pr Clément Dembélé de la Plateforme contre la Corruption et le Chômage qui voit là ce qu'il nomme un « corona-business ».

Le Mali n'est pas un pays riche même si certains pensent tout à fait le contraire, pointant du doigt la mauvaise gestion des deniers publics. En effet, depuis trois décennies, depuis l'avènement de la démocratie dans notre pays, des scandales financiers portant sur des centaines milliards de FCFA ont émaillé la vie politique

maliennne. Les derniers en date dont s'est saisi le Pôle économique et financier du Tribunal de Grande Instance de la Commune III du District de Bamako sont l'affaire de l'achat de l'avion présidentiel, des équipements militaires et celle des « avions cloués au sol ». D'une manière générale, le pouvoir d'IBK a, depuis 2013, ouvert la voie à une corruption généralisée qui a envahi tous les secteurs de l'Etat, y compris les plus stratégiques comme l'armée, donnant lieu à une crise profonde de confiance entre les populations et les tenants du pouvoir. Ainsi, la parole

gouvernementale voire présidentielle ne pèse plus lourd pour les millions de Maliens convaincus que la plupart des politiciens ne disent jamais la vérité. Les 37% de participation au scrutin législatif du 29 mars 2020, s'ils sont réels, sont une preuve du désaveu des autorités maliennes.

C'est donc dans un contexte de méfiance et parfois de défiance vis-à-vis du pouvoir que le Gouvernement du Mali tente, tant bien que mal, d'associer les Maliens à l'effort de lutte contre le Coronavirus qui est en train, chaque jour un peu plus, de s'installer dans le pays. Ce n'est pas la première fois dans l'histoire du Mali que les populations sont sollicitées pour appuyer le gouvernement. Lors de la fameuse et scandaleuse guerre contre le Burkina Faso, Moussa Traoré avait fait contribuer les travailleurs maliens à hauteur de 10% du salaire. Plus près de nous, les Maliens ont apporté plus de 3 milliards de FCFA quand le gouvernement a lancé un appel pour soutenir l'effort de guerre contre le terrorisme. C'était au moment de la Transition sous Dioncounda Traoré, quand Tiéna Coulibaly était ministre des Finances.

On ne peut mettre en doute le patriotisme des Maliens lequel s'est manifesté lors des grands événements dans le pays. Bien que l'incivisme gagne du terrain à cause de la mauvaise gouvernance, de l'injustice et le manque d'exemplarité des responsables politiques, les Maliens restent encore attachés à leur pays qu'ils voudraient voir rayonner en Afrique comme avant.



FONDS SPECIAL COVID-19

Ensemble stoppons le
CORONAVIRUS

Faites un don pour soutenir la lutte contre le coronavirus



N° Compte: ML102 01001 057590803001-39

Situation du compte

- le 01/04/20. Virement:	100 000 000 FCFA
- le 02/04/20. Versement:	100 000 FCFA
- le 02/04/20. Chèque:	100 000 000 FCFA
- le 02/04/20. Chèque:	50 000 000 FCFA
- le 03/04/20. Versement:	2 000 000 FCFA
Solde au 03/04/20:	252 100 000 FCFA

Mais la suspicion pour toute chose qui vient des autorités est un frein à l'expression de ce patriotisme que les Maliens ont à fleur de peau. Cette suspicion vient d'être exprimée par un homme qui, depuis quelque temps, passe pour être le champion de la lutte contre la corruption des pouvoirs publics au Mali. Il s'agit de Professeur Clément Dembélé qui dans un communiqué écrit : « « Puisqu'il y a toujours ceux qui aiment donner pour qu'on parle d'eux comme bienfaiteurs, il y a aussi des gens qui donnent pour bénéficier en retour des faveurs et enfin d'autres qui donnent parce qu'ils n'ont rien compris dans le système. L'un ou l'autre cas, il revient de dire que bon nombre des dirigeants maliens expriment un vrai mépris pour le peuple du Mali. Et pour cause ils nous prennent tantôt pour des bétails électoraux, tantôt pour des esclaves financiers sans aucune envergure ». Le ton est cinglant comme d'habitude et la conclusion tombe comme un couperet : « NOUS NE SOMMES PAS BÊTES ET NOUS NE DONNONS RIEN À CEUX QUI NE FOUTENT RIEN POUR NOUS! ».

Si le Gouvernement en est réduit à solliciter l'aide des Maliennes et des Maliens, c'est qu'il est au bord de la rupture. Car on s'attendait à des mesures de réduction des taxes et impôts concernant par exemple les propriétaires de véhicules de transport en commun à qui on demande de réduire de 30% le nombre de passagers pour respecter la distance minimum de 1 mètre sans aucune mesure de compensation. Au lieu de quoi on demande à des populations qui vivent au jour le jour de donner ce



qu'elles ne possèdent pas. Ainsi donc le Gouvernement malien ne peut rien mobiliser pour assurer la protection des citoyens. Les caisses du Trésor public sont vides depuis longtemps et il ne reste aux Maliens qu'à compter sur l'aide internationale, la générosité internationale. A l'effort de guerre contre le terrorisme vient s'ajouter l'effort de guerre contre le Coronavirus. Parce que le Gouvernement du Mali a plus joué le rôle de la Cigale que de la Fourmi, il s'en trouve totalement démuné face à un fléau dont la capacité de nuisance pourrait être supérieure à celle du terrorisme qui nous accable depuis

bientôt une décennie. « Gouverner c'est prévoir », a-t-on coutume de dire. IBK et son Gouvernement qui gouvernent au quotidien ont mis en danger le Mali car n'ayant plus aucune ressource pour protéger le peuple qui a peur et s'inquiète de son sort. Nous n'avons jamais été aussi seuls face au destin. Si le Coronavirus atteint les proportions que prédisent les spécialistes de tous les continents, alors les Maliens devraient se préparer à un immense deuil national...

■ **Diala Thiény KONATÉ**



Législatives 2020 : Indiscutablement, avec seulement 35,73% de votants

Boubacar Alpha Bah, ministre de l'Administration territoriale et de la décentralisation, pourrait-il être l'homme politique de la quinzaine voire du mois ? Probablement, si un tel classement existait dans les colonnes de notre quotidien. Et pour cause, en proclamant les résultats provisoires du scrutin du 29 mars, il a, contrairement à beaucoup de ces prédécesseurs, adopté l'attitude républicaine qui convient en la circonstance.

Dans l'opposition comme chez les citoyens non-partisans, nombreux sont ceux qui, depuis des années, avaient fini par désespérer de voir un ministre de l'Administration territoriale revêtir le costume de la juste analyse et de l'attitude objective. On se souvient, par exemple, de la maladroite intervention d'un soir de ... 2013 où le titulaire du poste s'était pris les pieds dans le plat en prophétisant une victoire au 1er tour que les chiffres allaient démentir par la suite.

Dès lors, élection après élection, pour les scrutins à portée nationale comme locale, il était devenu très difficile pour les occupants successifs du fauteuil de MATCL de se défaire du capricieux soupçon de parti-pris dont les formations d'opposition affirmaient sentir partout le parfum.

Nouveau titulaire, nouvelle donne. Cette fois-ci, la rhétorique suivie, le 2 avril, pour la proclamation des résultats provisoires du scrutin du 29 mars, a eu le bon ton de l'absolue neutralité. S'en tenant strictement aux faits, évitant de succomber à la tentation des prédictions malencontreuses des noms des vainqueurs finaux, et, ne donnant, à aucun moment de son intervention, l'impression de « rouler pour un camp », Boubacar Alpha Bah a su garder la réserve et la hauteur qui conviennent au premier responsable d'un ministère régalien. Cette démarche fondée sur le sérieux, la rigueur, le sens aigu des responsabilités et l'humilité, est, à coup sûr, le meilleur moyen de prévenir les tensions exacerbées pareilles à celles qui ont émaillé l'élection présidentielle de 2019.

Faut-il en féliciter Bill ? Oui. Et aussi de considérer comme justifiés les lauriers de compétent, de méthodique et de républicain que lui tressent ceux qui l'ont côtoyé.

L'autre raison qui motive à donner objectivement la « mention Très bien » au ministre de l'Administration territoriale, c'est le commentaire pertinent qu'il a émis sur l'abstention : « un défi à relever pour notre démocratie... car il y va de la



crédibilité de la démocratie malienne... » Loin de l'autosatisfaction, de l'autocongratulation et du narcissisme surréalistes qui truffent trop souvent les discours cumulés de l'exécutif et de nos hommes politiques, en général, voilà (enfin !) des propos qui respirent le vrai et exhalent le réel.

Indiscutablement, avec seulement 35,73% de votants (soit 2.738.428 personnes sur 7.663.464 électeurs inscrits), ces résultats faméliques constituent un désaveu pour toute la classe politique malienne. Circonstances aggravantes, à Bamako plus qu'ailleurs, le taux de non-votants est saisissant. Exemple : en commune I du District. Sur 225 326 inscrits, on compte 22 369 suffrages exprimés et 1 149 bulletins nuls, soit 23 518 âmes seulement qui ont daigné se rendre aux urnes.

D'ailleurs, comment espérer qu'il en soit autrement ? Engagés, sans cesse, sur les chemins sinueux de la politique politicienne, occupés surtout à ferrailer et à se pourfendre pour accéder aux ors de la République, nouant et dénouant des alliances dans le dos de leurs militants, socialistes un jour puis libéraux le lendemain, marxistes dans le discours mais ultra-capitalistes dans la pratique, condamnant l'achat des voix tout en l'alimentant en catimini, nos acteurs politiques ont réussi (exploit peu enviable !) à se mettre l'écrasante majorité de l'électorat à dos.

Rien de surprenant alors que, d'année en quinquennat, de scrutin en consultation, la seule vraie gagnante soit l'abstention. Car, coronavirus ou pas, les échéances électorales récentes ne mobilisent que faiblement, ne passionnent guère et n'intéressent plus grand monde. A ce rythme, ne devrait-on pas demander aux listes victorieuses de s'abstenir de tout triomphalisme ?

La courbe constante voire ascendante des abstentionnistes est donc l'une des alertes les plus sérieuses pour notre démocratie. En enregistrant des taux toujours plus élevés de Maliens qui doutent, se méfient, se défient et se retiennent de voter, il viendra très vite le temps où nos élus ne pourront plus se prévaloir de ce vernis de légitimité qui constitue, pourtant, la seule source du pouvoir démocratique.

Pour les dizaines de formations politiques et les acteurs qui les animent, la bonne question est clairement celle de leur incapacité collective à répondre aux attentes des électeurs.

Boubacar alpha Bah a raison ! Du fait de l'abstention, notre démocratie est sur une pente déclinante. Tous ceux et celles qui, dans le microcosme politique, pensent le contraire et estiment qu'il suffit de gagner, sont dans le déni de démocratie.

■ Ibrahim SANOGO

Echanges entre Macron et les dirigeants africains sur la lutte contre le COVID-19 : IBK appelle à une solidarité entre pays africains pour vaincre la pandémie



Le président français Emmanuel Macron et dix dirigeants africains dont Ibrahim Boubacar Keïta ont tenu vendredi une conférence téléphonique pour discuter de la réponse sanitaire et économique à apporter contre l'épidémie de coronavirus en Afrique. Le président Malien demande aux africains de se serrer les coudes face au COVID-19.

Ils étaient dix (10) à participer à cette réunion sur la lutte contre le coronavirus. Il s'agit des présidents Ibrahim Boubacar Keïta (Mali), Abiy Ahmed (Ethiopie), Cyril Ramaphosa (Afrique du Sud), Paul Kagame (Rwanda), Macky Sall (Sénégal), Félix Tshisekedi (RDC), Abdel Fattah el-Sissi (Egypte), Uhuru Kenyatta (Kenya), Emmerson Mnangagwa (Zimbabwe) et Moussa Faki, président de la Commission de l'Union africaine. Au cours de ces échanges téléphoniques, Emmanuel Macron a évoqué une « initiative » avec les pays africains, sans autre précision.

La France avait parlé jeudi d'une prochaine « initiative consacrée à la réponse sanitaire et économique au Covid-19 à l'échelle du continent », après avoir annoncé l'annulation du sommet Afrique-France qui était prévu en juin à Bordeaux.

L'objectif de l'échange téléphonique étant la question de la stratégie de l'Afrique face à la

pandémie, le Président Ibrahim Boubacar Keita prenant la parole a qualifié la situation de « grave menace contre la vie, l'économie mondiale et la civilisation tout court ».

Entouré du Premier ministre, Dr Boubou Cissé, du Ministre des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale, Tiébilé Dramé, du Ministre de la Santé et des Affaires Sociales, Michel Sidibé, de la Ministre de l'Economie numérique et de la Prospective, Mme Maïga Kamissa Camara, ainsi que du Pr Samba Sow, ancien ministre, récemment nommé par l'OMS parmi les personnalités chargées de coordonner la lutte contre la Pandémie du Coronavirus au plan mondial, le Président Ibrahim Boubacar Keita a rappelé les mesures appliquées au Mali pour contenir le fléau.

En évoquant le défi sécuritaire qui prive déjà le Sahel d'une part substantielle de ses ressources, le chef de l'Etat a invité ses pairs à avoir une pensée pour le Président Idriss Deby Itno présentement au front pour combattre Boko Haram. Comme d'autres pays africains, le Mali enregistrera une forte baisse de son taux de croissance ainsi que des pertes financières importantes à cause de la Pandémie, selon le Chef de l'Etat. « L'Afrique ne sera puissamment aidée que par l'Afrique », a-t-il déclaré, mais, appelant au réalisme, il prévient que le Conti-

ment a plus que jamais besoin de solidarité et d'assistance internationale.

Le Président malien a enfin proposé à ses pairs d'élargir la concertation sur l'Afrique face au COVID-19, y compris par l'organisation d'une téléconférence au sommet sur la question.

Moment fort de cette téléconférence, le président français, Emmanuel Macron, a présenté à ses homologues africains, son plan auprès du G20 pour minimiser l'impact du Coronavirus sur le Continent africain.

L'Afrique est officiellement encore relativement peu touchée par la pandémie avec 7.600 cas et un peu plus de 300 décès déclarés, selon le dernier bilan de l'AFP. Mais la pandémie menace de pénuries des centaines de millions de personnes, majoritairement en Afrique, qui dépendent des importations de denrées alimentaires et des exportations pour les payer, a prévenu vendredi l'ONU. Le Programme alimentaire mondial (PAM) a averti que la crise humanitaire dans la région du Sahel central risquait de devenir « ingérable » avec plus de cinq millions de personnes confrontées à une grave insécurité alimentaire, tandis que le coronavirus se propage.

■ Komi

Moussa Mara sur le coronavirus au Mali : Un confinement intégral est impossible



L'ancien Premier ministre malien et une des personnalités fortes de la classe politique de ce pays, Moussa Mara estime que le volet social doit impérativement accompagner la lutte contre la pandémie. La riposte sanitaire vigoureuse, dans un cadre de transparence absolue sur la réalité, permettra de susciter la confiance des populations et leur acceptation de mesures difficiles pour stopper la circulation du virus dans notre pays. Ces mesures toucheront chacun dans son existence et nous devons tous modifier nos habitudes pour nous y conformer dans l'intérêt de

la nation. Comme vu ailleurs, nous devons réduire les mouvements des populations et les occasions de contact. Cela passera sans doute par la sanctuarisation des villes, notamment Bamako. Il faut faire suivre ces mesures par des initiatives destinées à convaincre les populations de rester chez elles. La diminution de l'activité gouvernementale et celle des administrations, le soutien massif au télétravail, le recours systématique à la visioconférence aideront à cela. Les autorités doivent engager des subventions diverses aux

populations pour le paiement de l'eau, l'électricité, le téléphone, internet... allant jusqu'à la gratuité de ces services essentiels. Il faut envisager la prise en charge des loyers qui constituent le plus gros poste de dépense des populations urbaines pauvres. Le soutien aux livraisons à domicile, les distributions gratuites d'aliments sont à organiser pour pousser les citoyens à rester chez eux.

En Afrique, il n'est pas possible d'engager le confinement intégral des populations. Il est néanmoins possible de conduire des activités qui aideront nos pays à limiter fortement les contacts. Les initiatives publiques décrites ci-dessus reviennent à l'Etat central. D'autres initiatives doivent être confiées aux collectivités territoriales pour être mises en œuvre de manière efficace. Elles compléteront ainsi les activités engagées individuellement par les citoyens ou les organisations de la société civile.

Les mairies, conseils de cercle ou de région doivent rapidement emboîter les pas du Gouvernement. Il faudrait systématiser la mise en place d'équipements de prévention, des kits de lavage de main... dans les lieux publics comme les marchés, les lieux de sports collectifs, les bâtiments publics, etc.

Les collectivités doivent agir auprès des acteurs économiques locaux (maisons d'artisans...) pour une prise de conscience et la promotion des attitudes de protection à ces différents niveaux. La reconfiguration de nos centres d'état civil (quartier, village) pour sensibiliser, informer les usagers est à opérer rapidement.

A l'échelle locale, il faut organiser la prise de mesures limitatives des rassemblements sociaux (mariage, baptêmes, funérailles...) pour freiner la propagation de la maladie. Les pouvoirs locaux doivent également soutenir le renforcement des capacités des Centres de santé communautaires ou de références (CSCOM, CSREF) et les hôpitaux régionaux afin de mieux les ancrer avec le dispositif national. La coopération avec l'Etat contribuera à rendre le dispositif sanitaire national robuste.

Des efforts organisationnels, financiers et matériels importants sont attendus des collecti-

vités territoriales pour conduire toutes ces initiatives de manière satisfaisante. Elles doivent y être engagées et encouragées par le pouvoir central.

Au niveau de la société civile, les acteurs économiques doivent être incités à modérer les prix de produits courants. Cela peut aussi s'illustrer par la fixation des prix de certains produits de première nécessité par les autorités politiques compte tenu du contexte. Au-delà de la modération des prix, il convient d'engager toutes les organisations socio-professionnelles à définir des règles d'hygiène, de protection, de mesures de sauvegarde... à imposer à leurs membres.

Toutes les organisations doivent être mobilisées pour ce faire. La pandémie du Covid-19 a ébranlé le monde, chacun doit comprendre cela et se mettre à hauteur des enjeux. Les organisations et leaders religieux sont à impliquer dans la prévention contre le virus. Il est impératif qu'ils agissent sans discontinuer vers une meilleure mobilisation des populations. La fermeture des lieux de culte en fonction de l'évolution de la menace doit être régulièrement évoquée avec eux pour prendre des décisions appropriées en la matière.

Enfin, Il faut écouter le monde des entreprises et établir avec eux un réel partenariat en vue

de la mise en œuvre des propositions qu'ils ont été faites pour aider le pays à mieux faire face aux conséquences de la pandémie. Au-delà de l'Etat, des collectivités et des organisations de la société civile, chaque malien doit comprendre qu'il lui faut agir pour se protéger et protéger ses proches de ce mal sournois.

Aucune mesure de sécurité publique ne sera porteuse en l'absence d'actions citoyennes individuelles indispensables à sa durabilité.

Chaque citoyen qui le peut doit s'investir dans la sensibilisation des Maliens, faire des vidéos, intervenir sur les radios et sur les plateaux de télévision pour alerter, informer et contribuer à éclairer nos compatriotes.

Les personnalités populaires, bénéficiant d'un soutien important au sein de la population, doivent s'impliquer sur ce segment de la lutte. Elles pourront d'ailleurs se mettre ensemble, à l'échelle d'une zone donnée ou au niveau national pour lancer des messages ou conduire d'autres initiatives. L'engagement individuel, notamment venant de personnalités, peut aider à une plus grande vulgarisation des attitudes positives au sein de la population. Les autorités nationales et locales doivent obtenir des citoyens célèbres un plus grand niveau d'engagement au service du pays et de son action

contre ce virus.

La cotisation aux fonds créés pour soutenir la riposte est souhaitable. Il est cependant plus efficace de localiser les fonds et de soutenir les engagements aux plus proches des populations afin d'éviter les lourdeurs administratives liées à un fonds national et à son utilisation.

Les citoyens qui en ont les moyens peuvent également soutenir les initiatives de prévention : donner des masques, des gels, des gants, du savon dans les lieux publics comme les marchés, places publiques, gares routières, mosquées, églises ou lors des cérémonies. Chacun doit s'engager à aider nos compatriotes à disposer du minimum pour se protéger.

Un autre niveau d'engagement citoyen peut se traduire par l'organisation de rencontres restreintes destinées à sensibiliser les citoyens sur les comportements sains, les informer correctement, et les amener elles-mêmes à être vecteurs de sensibilisation.

La guerre contre le COVID-19 ne peut être menée par les seuls pouvoirs publics. Nous devons nous en convaincre et les aider du mieux que nous pouvons à la mener au bénéfice de notre pays.

■ mondafrique

SAER EMPLOI
SOCIÉTÉ AFRICAINE D'ÉTUDES ET DE RÉALISATIONS

GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Leader des services de Gestion des Ressources Humaines et Paie en Afrique de l'Ouest

Lutte contre le Covid-19: Les conducteurs de transport en commun à bout de souffle

Pour contenir la propagation du coronavirus ou Covid-19, le gouvernement a pris un certain nombre de mesures parmi lesquelles l'instauration d'un couvre-feu sur toute l'étendue du territoire. Cette mesure drastique n'est pas sans conséquence sur plusieurs secteurs d'activités notamment dans le secteur du transport en commun. Les conducteurs de taxi et de Sotrama semblent être l'un des plus touchés. Ils sont aux abois.

Avec la croissance galopante de la démographie de la capitale malienne et le manque criarde d'infrastructures adéquates, la quasi-totalité des Bamakois empruntent le transport en commun. Mais depuis l'application de cette mesure, les conducteurs de taxi et de Sotrama ont du mal à s'en sortir et ne savent plus quoi faire. En dépit de la mesure de confinement, le prix des hydrocarbures dans notre pays est élevé. Ils sont contraints de payer les recettes journalières aux propriétaires des véhicules. Lesdits propriétaires de taxi n'ont pas revu à la baisse le tarif de la recette journalière. Même en temps réel, la mobilisation de ce montant est un casse-tête pour ces conducteurs de transport en commun qui se plaignent de l'état défectueux de nos

routes. A Bamako, c'est pendant la nuit qu'ils se frottaient les mains et parvenaient à prendre en charge toutes les charges du véhicule. Mais avec le couvre-feu, les usagers sont dans l'obligation de rester cloîtrés à la maison avant l'heure indiquée. Généralement, beaucoup de jeunes et autres noctambules qui sortaient la nuit, empruntaient ce moyen de transport le plus prisé pour être en sécurité. Le coronavirus s'est invité dans la danse. Les activités tournent au ralenti. Toute chose qui constitue un manque à gagner pour les conducteurs de taxi et de Sotrama.

Certains d'entre eux pensent inéluctablement que le gouvernement doit en ces temps critiques soutenir cette couche fragile de la société qui contribue au développement et à

absorber le chômage. « Nous sommes conscients du danger qui plane. Avec l'arrêt du transport en commun à partir de 21 heures, nous aurons beaucoup de difficultés à faire face aux dépenses régaliennes de nos familles. Au-delà de ces aspects, la plupart de nos clients sont les femmes de joie et les hommes mariés qui s'adonnent à la fornication. En plus de cela, il y a certains qui préfèrent aller dans les piscines la nuit en cette période de canicule. Mais s'il faut que tous ces clients restent confinés à la maison, je pense fondamentalement que le gouvernement doit revoir sa copie. Nous sommes victimes d'une décision politique », a déclaré Madou, conducteur de taxi.

Ce mal du siècle qui écume tout le monde entier ne doit pas être pris à la légère. C'est dans cette dynamique que des mesures barrières édictées ont été prises pour lutter efficacement contre cette pandémie. Notre pays a enregistré son premier cas, le 25 mars 2020. Conscient de la gravité de la pandémie, le président de la République dans son adresse à la nation a invité les Maliens à l'application stricte des mesures prises.

Comme dans d'autres pays de la sous-région, le gouvernement doit réduire considérablement le prix du carburant pour permettre à cette catégorie socioprofessionnelle de pouvoir vivre dignement de leurs activités.

■ Ibrahim SANOGO



Entrepreneuriat au Mali : Le Domingo de la musique malienne lance «NAFEN»



L'artiste musicien de renommée internationale, Salif Keita, se lance dans la production et la transformation des produits alimentaires, «Nafen», 100% bio.

«Nafen» consiste à produire, à transformer sur place et à les emballer dans des sachets les condiments provenant de nos jardins maraîchers tels que le piment, le poivre "féfé" et même des fruits de cueillette comme le "néré" dont la graine sert à fabriquer le "soubala".

Sur une radio internationale, Salif Keita dit qu'il entend contribuer à l'autonomisation et à la promotion de la femme et à la réduction de la pauvreté en employant une quarantaine de femmes.

Cette initiative de Salif pour permettre l'autonomisation de la femme renforce les initiatives en cours. Car depuis l'aube des temps, il a été établi et accepté que la femme a beaucoup

souffert et continue malheureusement de souffrir. Ainsi, la question des femmes, de leur droit et de leur émancipation, de leur pleine et équitable participation au développement de la nation constitue des questions d'une grande importance. Il a toujours existé un écart entre l'homme et la femme. Cette image négative de la femme est transmise de génération en génération à travers les religions, les mythes, les contes et autres pratiques sociales qui sont à l'origine de la différenciation des statuts et des rôles et même du travail selon le sexe.

L'école des filles n'a pas été facile du fait de certaines pesanteurs sociales. On lui apprend une vie de subalterne par rapport à l'homme. Il n'est pas rare d'entendre dans notre vie de tous les jours des affirmations sinon des clichés du genre comme : « une femme n'est qu'une femme...elle est comme un enfant... ».

S'ajoutent à cela certains propos conservateurs comme : « la place de la femme, c'est son foyer » ou «C'est l'homme qui fait la dignité de la femme». Cette exclusion des femmes expose certaines à toutes sortes de violences physique et psychologique. L'ouverture démocratique fut un déclic pour la femme malienne, qui s'est vu accorder de nombreux droits. Présentes en nombre croissant sur la scène politique, les femmes au Mali, au même titre que les hommes, participent à tous les combats et sur tous les fronts pour la prospérité du Mali et le bien-être des populations. L'autonomisation des femmes fait encore peur à beaucoup d'hommes au Mali. Pourtant, elles effectuent deux-tiers du nombre d'heures de travail et produisent plus de la moitié des aliments selon des études.

En dépit de leur courage à entreprendre, les activités économiques ne profitent que peu aux femmes maliennes à cause du taux élevé d'analphabétisme, ce qui pourrait expliquer en partie la difficulté pour elles d'accéder aux technologies et aux formations pour optimiser leurs entreprises.

Les femmes maliennes conçoivent l'entrepreneuriat comme une activité annexe qui permet de couvrir les petites dépenses familiales. Avec cette mentalité, il est difficile de développer le business.

La plupart des entrepreneures sont dans le secteur dit informel. Elles ne bénéficient ni de couverture sociale ni des appuis. Elles n'ont donc pas accès aux institutions de financement conventionnel. Les femmes ont recours au micro finance ou aux tontines pour financer leurs activités. La limitation de ces fonds ne leur permet pas d'atteindre une certaine maturité.

Une étude de la RECOFEM en date de Septembre 2007 porte sur la situation de la femme au Mali. Elle traite des avancées enregistrées suite aux différentes initiatives pour la promotion socioéconomique et politique de la femme. L'étude révèle que : « les femmes sont également restées en marge des activités d'alphabétisation en raison de leurs multiples occupations, de la réticence des maris, des pesanteurs socioculturelles et de l'extrême pauvreté des populations surtout en milieu rural ».

■ Mahamadou YATTARA

Covid-19 : L'état d'urgence prorogé de trente jours au Sénégal (officiel)

Dakar, 4 avril (APS) – Le président de la République, Macky Sall, a prorogé pour une durée de trente jours l'état d'urgence proclamé le 23 mars en même temps qu'un couvre-feu (20h à 6 h) sur toute l'étendue du pays pour relever le niveau de riposte à la pandémie du Covid-19, a appris l'APS. "L'état d'urgence proclamé par le décret n° 2020-803 du 23 mars 2020 est prorogé pour une durée de trente jours sur toute l'étendue du territoire national", rapporte un décret présidentiel lu à la télévision publique (RTS). "Dans les conditions prévues par le décret n° 69-667 du 10 juin 1969 portant application de la loi n° 69-29 du 29 avril 1969 relative à l'état d'urgence et l'état de siège, l'autorité administrative compétente exerce, pendant la durée de l'état d'urgence, les pouvoirs prévus aux articles 10, 11, 12, et 13 de la loi n° 69-29 du 29 avril 1969 susvisé", ajoute la même source.

"La vitesse de progression de la maladie nous impose de relever le niveau de la riposte. A défaut, nous courons un sérieux risque de calamité publique. En conséquence, en vertu de l'article 69 de la Constitution et de la loi 69-29 du 29 avril 1969, à compter de ce soir à minuit, je déclare l'état d'urgence sur toute l'étendue du territoire national", avait justifié le chef de l'Etat au moment de proclamer le 23 mars dernier l'état d'urgence. Dans le but de parvenir à une meilleure efficacité dans la riposte au nouveau coronavirus, les députés sénégalais ont adopté mercredi, à l'unanimité, une loi habilitant le président de la République à prendre par ordonnances, des mesures relevant du domaine de la loi pour une durée de trois mois. Une loi promulguée, dans la foulée, par le président de la République. Le Sénégal a enregistré un bilan global de 219



cas positif de Covid-19 depuis l'apparition de la maladie dans le pays (2 mars). 72 guérisons et deux décès ont été dénombrés tandis qu'un patient a fait l'objet d'une évacuation vers son pays d'origine. A ce jour, 147 malades du coronavirus sont en observation dans les différents centres de traitement dédiés à la maladie à travers le pays. Leur état de santé évolue favorablement, selon le ministère de la Santé et de l'Action sociale.

■ AKS/BHC

Côte d'Ivoire : Démantèlement violent d'un centre de lutte contre le coronavirus

Des habitants d'un quartier populaire d'Abidjan ont violemment détruit dimanche un centre en construction dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de coronavirus, ont indiqué des responsables de la police et du ministère de la Santé. La scène se passe sur une grande place de Yopougon, importante commune populaire d'Abidjan, en Côte d'Ivoire. Des habitants ont violemment démantelé dimanche 5 avril un centre en construction destiné à lutter contre l'épidémie de coronavirus, ont indiqué des responsables de la police et du ministère de la Santé. Sur des vidéos circulant sur les réseaux sociaux, on voit plusieurs dizaines de personnes au moins en train de démanteler un chapiteau en construction, certaines criant "on veut pas !". "Les populations ont manifesté contre l'installation d'un centre contre le coronavirus, car

ils estiment qu'il est situé trop à l'intérieur d'un quartier d'habitation", explique un responsable de la police. "Un centre de prélèvement" Ce n'était pas un centre de traitement de malades, mais "un centre de prélèvement" qui était en construction, "comme il y en a mis en place un peu partout", a assuré un responsable du ministère de la Santé. C'est la première fois que des incidents violents sont signalés dans le cadre de l'épidémie de Covid-19 en Côte d'Ivoire. Ce pays d'Afrique de l'Ouest est encore relativement peu touché selon le bilan officiel, qui fait état dimanche de 261 cas et trois décès. Cependant les autorités ivoiriennes craignent une expansion de l'épidémie, et sont en train d'augmenter rapidement les capacités de soin. Mesures strictes



Des mesures strictes ont été prises pour lutter contre l'épidémie : mise en quarantaine d'Abidjan d'avec le reste du pays, couvre-feu nocturne sur tout le territoire, fermeture de tous les commerces non essentiels, des écoles et des lieux de culte, interdiction des rassemblements. Mais pas de confinement jusqu'à présent. Le gouvernement a annoncé mardi un vaste plan de soutien de 1 700 milliards de francs CFA (2,6 milliards d'euros), pour faire face aux conséquences économiques et sociales de l'épidémie, prévoyant que la croissance devrait être divisée par deux, à 3,6 % en 2020.

■ Source AFP

1 milliard de dollars : Cristiano Ronaldo est le premier joueur dans l'histoire du football à franchir ce cap extraordinaire

Ronaldo devrait devenir le premier joueur de football à avoir gagné 1 milliard de dollars au cours de sa carrière.

La Juventus a réduit les salaires de ses joueurs, mais cela n'affectera pas beaucoup CR7. Il serait le troisième athlète à ce jour à atteindre cette somme, après Tiger Woods et Floyd Mayweather.

L'ancienne star du Real, Cristiano Ronaldo, devrait devenir le premier milliardaire du football cette année, alors qu'il est sur le point d'atteindre le milliard de dollars de revenus en carrière.

La Juventus a récemment annoncé que le club avait conclu un accord avec les joueurs sur la

réduction de leurs salaires. Selon Forbes, la masse salariale totale des Bianconeri a chuté de 30%.

Le joueur de 35 ans a accepté de sacrifier 4,24 millions de dollars au milieu des pertes économiques du club lors de la pandémie de coronavirus. Cependant, il semble que Ronaldo ne sera pas touché de manière significative par cela.

Daily Mail indique que la starlette portugaise deviendra le premier footballeur et le troisième athlète à atteindre 1 milliard de dollars de gains de carrière tout en restant actif. Il rejoindra Tiger Woods et Floyd Mayweather dans le club des sportifs milliardaires.

Pendant ce temps, selon des rapports récents, la pandémie de coronavirus pourrait ouvrir la voie au Real Madrid pour ramener Cristiano Ronaldo à Santiago Bernabeu, deux ans après son départ à l'été 2018.

Selon Marca, la Juventus envisage différentes options pour maintenir le club à flot et réduire le salaire de Cristiano Ronaldo est l'une des options possibles.

Le joueur de 35 ans gagne actuellement 31 millions d'euros nets par an et on craint que la Vieille Dame ne puisse plus répondre à ses demandes. En conséquence, Florentino Perez pourrait décider de ramener la légende.





Bélier (21 mars - 19 avril)

Si votre situation professionnelle manque de stabilité. Prenez les devants, n'attendez pas que ça tombe tout cuit. Votre carrière est mise en avant. Ce sont vos compétences qui feront toute la différence. Vous recevez une proposition. Vous préférez prendre vos dispositions en allant chercher l'argent où il se trouve, sur le terrain. Vous retrouvez vos manches, vous n'avez pas peur de faire des efforts. Vous êtes sûr d'une chose : vous voulez gagner plus. Quelle ambition!



Taureau (20 avril - 19 mai)

Vous avez tendance à témoigner d'une certaine vanité ostentatoire qui peut déplaire à votre entourage. Vous semblez manquer de discrétion, et faites preuve d'un comportement trop excessif. Attention, cela peut vous jouer des tours, et vous le regretterez.

Vous décidez de régler certaines dettes ou crédits en cours, et c'est une bonne période à cela. La journée s'y prête, et vous décidez de tout mettre en oeuvre pour arriver à vos fins. Vous êtes patient et cela prendra le temps qu'il faut, qu'on se le dise !



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Mars continuera de vous soutenir et ce sera tant mieux. Le moment sera venu de montrer de quoi vous serez capable professionnellement. Vous pourrez soumettre un projet qui vous tiendra à coeur, mais n'attendez pas une réponse dans l'immédiat.

Pour humer l'air du temps, vous serez imbattable. Votre flair infallible vous permettra de dénicher les bonnes affaires ou les placements malins. Mais pour donner une base solide à votre situation matérielle, soyez rigoureux dans la gestion.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Professionnellement la journée est prometteuse, vous avez des décisions à prendre et des choix à faire, mais pour du positif, ce qui n'est pas négligeable. Vous recevez l'appui des astres, vous pouvez tout (ou presque) vous permettre!

Aujourd'hui vous ne vous risquez pas à perdre de l'argent ni à faire des paris entre copains. Financièrement, vous êtes en train de remonter la pente, alors hors de question de faire n'importe quoi avec vos sous. Vous avez la tête sur les épaules.



Lion (22 juillet - 23 août)

Ce n'est pas que vous avez envie d'aller travailler, mais vous vous faites une raison. Aujourd'hui, dans le domaine du travail, vous subissez une petite baisse de régime, cependant, vous êtes suffisamment courageux pour vous remotiver.

Pour dégager des bénéfices, vous pensez à plusieurs solutions. Placements juteux, actions en bourse, dans votre esprit vos idées sont un vrai feu d'artifice à elles toutes seules. Vous avez de bonnes intuitions, autant vous faire confiance.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Vous êtes d'humeur combative dans votre job ! Votre intelligence et votre créativité naturelles sont vos deux qualités maîtresses, et elles sont aujourd'hui parfaitement mises sur le devant de la scène ! Mais inutile de le crier sur les toits.

Votre comportement excessif pourrait vous pousser à faire plus de dépenses que d'habitude, prudence, vous risquez d'avoir la main lourde ! Mais votre instinct économe veille. Votre sécurité avant tout, c'est important pour vous, même primordial.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Motivé, vous mettez toutes les chances de votre côté pour atteindre vos objectifs. Pas question de perdre de l'énergie en provoquant des conflits inutiles ou de refuser les contraintes du bureau. Vous vous imposerez une discipline stricte et ça paiera.

Vous ne serez pas branché « argent », tout juste si vous ne vous désintéressez pas des questions matérielles. Il va bien falloir vous pencher sur la question. En cas de retard de paiement, vous risquez de vous retrouver dans une mauvaise position.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Vous n'avez pas de souci à vous faire, cher natif, aujourd'hui le domaine du professionnel vous offre de grandes réussites. Si vous postulez, toutes les chances seront de votre côté. Si vous êtes sur un projet, il voit le jour très rapidement.

Aujourd'hui cher Scorpion, vous pouvez vous attendre à un retour sur investissement, quelle excellente nouvelle ! L'argent rentre, vous pensez déjà à organiser vos prochaines vacances, pour l'occasion vous mettez une certaine somme de côté.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Vous êtes très impatient dans le travail, seulement voilà, les planètes apportent à votre vie professionnelle des changements et quelques bouleversements qui demandent un peu de persévérance. Heureusement, un bel optimisme vous accompagne.

Vos talents sont rentables, en effet, votre créativité paye. Aujourd'hui, vous récoltez grâce à vos compétences. Les bonnes idées et les parades astucieuses rapportent à votre porte-monnaie des rentrées d'argent imprévisibles. Vous êtes très content.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

La Lune, située dans votre milieu du ciel, vous apporte une belle ambition, et vous permet de récolter les fruits de votre travail. De plus, ses bons aspects à Mars et Vénus sont autant d'atouts supplémentaires au bon déroulement de votre travail.

De belles opportunités, voire même des coups de chance du destin, pourraient s'offrir à vous. C'est grâce à votre acharnement au travail que vous parvenez à accroître votre situation financière, pour votre plus grande fierté. Mais restez modeste à ce sujet.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Jupiter vous mettra des bâtons dans les roues avec un projet qui tournera court, une mauvaise ambiance entre collègues. Bref, le genre de plan qui vous énervera, d'autant plus que vous travaillerez beaucoup sans forcément obtenir les résultats escomptés.

Il y aura des hauts et des bas dans votre situation matérielle. Vous ne vous montrerez pas très raisonnable et votre boulimie de shopping compromettra l'équilibre de votre budget. Comme la chance sera aussi de votre côté, vous ne vous en souciez guère.



Poisson (19 février - 21 mars)

On fait souvent appel à vos talents et à votre esprit visionnaire pour évaluer un projet ou bien le mettre à exécution. Aujourd'hui, votre implication est multipliée par deux, vous donnez le meilleur de vous-même, vous attendez des compliments.

Aujourd'hui, plusieurs pistes méritent d'être creusées, si vous ne voulez pas gaspiller votre temps et votre argent, les astres vous conseillent d'agir rapidement. Les démarches administratives pénibles sont lucratives, ça rapporte au final.

UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

Filiales



BDU - BF
BURKINA FASO



BDU - CI
CÔTE D'IVOIRE



BDM FRANCE
FRANCE



BDU
BANCO DA UNIÃO
GUINÉE BISSAU

Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali

Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50

www.bdm-sa.com

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE



BDM SA